

ASSEMBLÉE NATIONALE

19 janvier 2018

TRANSFERT COMPÉTENCES EAU ET ASSAINISSEMENT - (N° 536)

Non soutenu

AMENDEMENT

N ° CL26

présenté par
M. Rolland

ARTICLE PREMIER

Après la date :

« 1^{er} juillet 2019, »

rédigé ainsi la fin de l'alinéa 1 :

« au moins l'une d'entre elles délibère en ce sens ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Par ce projet de loi, la Majorité parlementaire prend acte des problèmes soulevés par la loi NOTRe, et souhaite donner plus de liberté aux communes. Ce pragmatisme est une bonne chose puisque la commune demeure l'échelon de référence de la démocratie locale, il convient en outre de lui assurer un minimum de liberté dans sa gestion et son fonctionnement.

Cet amendement vise donc à permettre aux communes qui le souhaitent, sans limitation sur leur nombre ou leur population, de s'opposer au transfert de compétence.